

## LE POIDS DES MOTS...

**Département:** *Aujourd'hui, partie de l'administration des affaires de l'État dont la connaissance est attribuée à un ministre. Le département de la patrie, des cultes... Mr le Duc abandonna tout le département de l'église à l'Évêque de Fréjus - Voltaire - Louis XV - (LITTRÉ).*

**Département:** *Chacune des administrations du gouvernement de l'État, des branches spécialisées d'une administration: le département des affaires étrangères... (LAROUSSE).*

Le choix des mots n'est jamais innocent. Je me souviens d'une discussion, à la *Commission exécutive confédérale* de la CGT-FO, avec André Bergeron qui ne voyait aucune différence entre la «*politique de la présence*» et la «*participation*». Il est cependant clair qu'être «*présent*» n'implique pas nécessairement de «*participer*».

A la CGT-FO, il existait naguère des «*secteurs*» confédéraux d'activité dont un secteur international et voilà que je reçois un dossier, au demeurant fort bien fait. Parce que, probablement rédigé par des fonctionnaires compétents, émanant de la *C. G. T. FORCE-OUVRIÈRE - DÉPARTEMENT EUROPE ET INTERNATIONAL*.

Autrement dit, et si on se réfère au LITTRÉ et au LAROUSSE, la CGT-FO disposerait maintenant d'une sorte de ministère des affaires étrangères avec, comme de bien entendu, un ministre en la personne du camarade Jacques Pé, ci-devant secrétaire confédéral... Il ne resterait plus qu'à nommer Marc Blondel premier ministre. Encore qu'on puisse, légitimement, se poser la question suivante: que peut bien peser un «*premier ministre*» d'un gouvernement d'une nation en voie de disparition en face d'un ministre ou, mieux encore «*commissaire*» européen?

Cela étant, le dossier ne manque pas d'intérêt. Par exemple, après l'avoir consulté, on n'ignore plus rien du calendrier des ordres du jour des 55 réunions du *Conseil Européen* prévues pour le premier semestre 1995. On y apprend également que la *Confédération Européenne des Syndicats* (d'inspiration socio-chrétienne) voudrait redynamiser (sic) la politique sociale de l'union européenne et que la Présidence française devrait également renforcer l'efficacité des législations communautaires; il faut dans ce but mieux assurer la transposition des directives européennes en droit national, avec un contrôle visant à vérifier les manquements. La Présidence doit aussi développer une action déterminée pour aboutir à un accord sur le programme *Pauvreté* et soutenir le lancement d'un nouveau programme d'action sociale.

Ce qui, en clair, signifie que notre malheureux *Code du Travail*, déjà fort malmené, devrait s'adapter encore un peu plus aux «*directives européennes*» afin de sacrifier aux exigences de la sacro-sainte «*économie de marché*». Mais il est vrai qu'en corollaire les pieux «*militants*» de la CES demandent «*un accord sur le programme pauvreté*». Voilà qui devrait aller droit au cœur du couple Gandois - Martine Aubry!

Enfin et toujours grâce au service «*communication*» de notre «*Commissaire*» Européen, on n'ignorera plus que la «*commission européenne*» (celle qui met en forme les fameuses «*directives*» dont dépend notre quotidien) a été nommée pour une durée de cinq ans et que le mardi 24 janvier dans l'après-midi les nouveaux commissaires (ceux qui ne faisaient pas partie de la *Commission Delors*) se sont rendus à Luxembourg, devant la *Cour de Justice*, pour y prêter serment. Ils s'y sont engagés à exercer leurs fonctions «*en pleine indépendance, dans l'intérêt général de l'Union, sans solliciter ni accepter d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucun organisme*».

Voilà un bel exemple de bureaucratie irresponsable... Et vive «*l'Europe démocratique*». Enfin et afin que les heureux militants de la CGT-FO soient pleinement informés, ils ont droit à la liste complète des 20 membres de la «*Commission Santer*» (ex *Commission Delors*) ainsi que les attributions de chaque commission.

Et ce n'est pas sans émotion qu'on apprend que la toute charmante amie de François Mitterrand, la pétulante Édith Cresson a en charge: science, recherche et technologie, ressources humaines, éducation, formation et jeunesse. Il est réconfortant d'apprendre qu'Édith, qui fut une très remarquable (et, en tout cas remarquable) Premier Ministre de la Vème République Française, va s'occuper des «*ressources humaines*», c'est à dire de chacun d'entre nous! ... Mais il y a fort à parier, et c'est plutôt rassurant: qu'elle n'en a rien à cirer!

**Alexandre HÉBERT.**

-----